Après la suppression de l'examen de 5e

Le «business» des cours de soutien en chute libre

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5569 - Jeudi 27 janvier 2022 – Prix : 10 DA

Tribunal de Sidi M'hamed

Le procès de l'affaire du Groupe «Benamor» reporté au 2 février

Page 16

En l'absence d'amélioration de la situation sanitaire

Cours et examens universitaires : vers la reconduite de la suspension

Page 3

Derrière la crise ukrainienne, la question de la sécurité en Europe

Par Mohamed Habili

Quelle que soit l'issue de la crise en train de se développer sous nos yeux, entre d'une part les Etats-Unis et l'Otan, et accessoirement la Grande-Bretagne, à propos de la tension à la frontière entre la Russie et l'Ukraine, que la première finisse ou non par envahir la deuxième, une chose semble certaine : la sécurité en Europe ne se posera plus dans les mêmes termes. Depuis la fin de l'Union soviétique, l'Otan n'a fait que s'élargir à l'est de l'Europe, pénétrant plus avant dans ce qui constituait par le passé le bloc communiste, rapprochant toujours plus près des frontières de la Russie sa présence et ses installations militaires, destinées toutes à la contenir, en attendant de la faire se replier sur ses derniers retranchements. De même que si le conflit est-ouest persistait, que la Fédération de Russie n'était qu'une nouvelle appellation recouvrant la même réalité : le camp de l'est, avec des morceaux en moins certes, mais qui néanmoins restait le même quant à l'essentiel, en ce sens qu'il était toujours dominé par la Russie, et qu'il représentait la même menace existentielle pour le «monde libre». Celui-ci par contre non seulement est resté entier mais s'est élargi aux transfuges de l'est, et il est toujours emmené par le même leader, les Etats-Unis.

Suite en page 3

Plus de 23 quintaux de kif traité saisis en une semaine

Le Maroc continue d'inonder l'Algérie de cannabis

Ph/D. R.

Aussi bien dans les grandes villes que dans la campagne, le fléau de la drogue prend de l'ampleur. Les dealers se multiplient et les consommateurs aussi. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Page 2

Covid-19 à Mostaganem

En plein pic des contagions, l'imprudence persiste

Page 4

Equipe nationale de football

Riad Mahrez rassure les fans

Page 15

Plus de 23 quintaux de kif traité saisis en une semaine

Le Maroc continue d'inonder l'Algérie de cannabis

■ *Aussi bien dans les grandes villes que dans la campagne, le fléau de la drogue prend de l'ampleur. Les dealers se multiplient et les consommateurs aussi. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes.*

Par Meriem Benchaouia

Plus que jamais, le pays est submergé de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin. En effet, la drogue marocaine continue d'inonder le territoire algérien. C'est ce qui ressort du bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire rendu public hier. Selon le MDN, des tentatives d'introduction de plus de 23 quintaux de kif traité, à travers les frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des détachements de l'Armée nationale populaire au cours de la période du 19 au 25 janvier. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «*en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays*», des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, «*ont arrêté 13 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues, à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 23 quintaux et 15 kilogrammes de kif traité*», a précisé, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «*Vingt autres narcotrafiquants ont été arrêtés, 148 kilogrammes de la même substance et 166 857 comprimés psychotropes ont été saisis lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires*», ajoute le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP «*ont arrêté cinq éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert, lors d'une patrouille de reconnaissance à Bordj Badji Mokhtar (6e RM), une cache contenant 7 systèmes de contrôle de détonation à distance, une grenade, 9 chaînes de munitions, des capsules de détonation, en plus de 285 balles de différents calibres*». De même, 10 casemates pour terroristes et 2 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites lors d'une opération de recherche et de fouille à Tizi-Ouzou et Boumerdès. D'autre part, des détachements de l'ANP «*ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, 91 individus et saisi 19 véhicules, 151 groupes électrogènes, 105 marteaux piqueurs, 13 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 62 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 7 fusils de chasse, 3 pistolets automatiques, 105,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 22 120 unités de tabac ont été saisis à In Guezzam, Ouargla, El-Oued, Biskra, In Amenas, Mila et M'sila*». Dans le même contexte, les gardes-frontières «*ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 7 149 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras, alors que 239 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, Tlemcen, Tindouf et Béchar*». Ces opérations, s'inscrivant «*dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme*», ont permis d'aboutir à des «*résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national*», souligne le communiqué.

M. B.

Ph/D. R.

Cambriolage de la caisse de Zakat de la mosquée de Timezrit à Béjaïa

L'auteur condamné à trois années de prison ferme

L'AUTEUR DU cambriolage de la caisse de l'Aumône, «Soundouk Ezakat», qui s'est produit il y a quelques jours à la mosquée de la commune de Timezrit, a été arrêté par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Timezrit. «*Avertis par un employé, les policiers ont surpris en flagrant délit l'auteur du vol, un repris de justice âgé de 39 ans, à l'intérieur de la mosquée et ce, en dehors des horaires de prière*», a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Et d'ajouter : «*L'auteur du méfait avait ouvert la caisse et allait repartir avec la somme de 11 550,00 DA*». Conduit au commissariat de la ville, l'individu a été auditionné et présenté en comparution immédiate. Il a été condamné à trois années de réclusion ferme assorties d'une amende de 200 000,00 DA.

H. C.

Bilan des dernières 24 heures

2 162 nouveaux contaminés et 10 décès

L'Algérie a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 2 cas de plus que le bilan d'hier (8), portant à 6 526 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 2 162 cas, soit 359 cas de moins par rapport au bilan d'hier (2 521), pour atteindre, au total, 243 568 cas confirmés.

R. N.

Après la suppression de l'examen de 5e

Le «business» des cours de soutien en chute libre

Les cours de soutien scolaire ne suscitent plus un grand intérêt parmi les élèves de 5e, dont l'examen final a été supprimé par le ministère de l'Education nationale. De par le passé, la demande était importante, l'objectif étant de réussir cet examen officiel. Mais la donne semble changer depuis que la tutelle a annoncé, en novembre dernier, son annulation. Selon de nombreux enseignants, les élèves en 5e année primaire se contentent des leçons dispensées en classe et ne recourent plus aux cours supplémentaires payants, donnés en dehors des établissements scolaires. Durant les années précédentes, les parents d'élèves obligeaient leurs enfants à suivre ce genre de cours afin de multiplier leurs chances de réussite. Mais depuis son annulation, un grand nombre de familles se disent «*soulagées*», d'autant que ces cours coûtaient cher et mettaient à rude épreuve le budget des ménages. Faut-il préciser que ces cours de soutien, bien que destinés à des élèves de primaire, sont inabordables pour de nombreux parents. En fait, pour des cours en classe collective, les prix oscillent entre 1 500 et 2 000 DA par mois, alors que les cours individuels sont facturés 2 500 DA pour 1h30 minutes. Les tarifs en question représentent la moyenne appliquée, puisque l'on pouvait tomber sur des enseignants ou des écoles privées proposant encore plus ou un peu moins. Pour les parents, dont le seul souci est la réussite de leur progéniture, on ne pouvait surtout pas dire non à ce genre de cours «*souvent inutiles*» de l'avis de plusieurs enseignants. La majorité des pères et mères de famille, même s'ils ne disposaient que de peu de moyens, dépensaient sans compter pour que leurs enfants puissent maîtriser encore davantage le programme scolaire, en révisant, en présence d'un enseignant, à leur sortie d'école ou durant le week-end. Un rythme infernal dénoncé, des années durant, par de nombreux pédagogues. D'ailleurs, à l'annonce de la décision du ministère de l'Education nationale de supprimer l'examen de 5e (ex-6e), des syndicats et des psychologues étaient unanimes à exprimer leur satisfaction.

En fait, de par son caractère officiel, cet examen était qualifié de «*déstabilisant*» et «*stressant*» pour des enfants en bas âge. D'où d'ailleurs, les appels incessants à sa suppression par les syndicats et les professionnels de l'Education nationale. Mais à la problématique liée à l'aspect pédagogique, s'ajoute aussi le business qui venait de se greffer à cet examen officiel, qui concerne des centaines de milliers d'enfants. Ainsi, ces dernières années, l'on a assisté à l'apparition d'une sorte de business qui n'a pas tardé à susciter beaucoup d'inquiétudes. Outre les enseignants qualifiés et expérimentés qui donnaient des cours en dehors des horaires réglementaires, s'ajoutaient bien d'autres énergumènes qui avaient senti «*l'affaire*» et se sont mis de la partie en proposant leurs services. Souvent, des élèves ont dû réviser ou avoir des explications de leurs cours avec des personnes ne détenant la moindre pédagogie ou savoir-faire.

Aomar Fekrache

En l'absence d'amélioration de la situation sanitaire

Cours et examens universitaires : vers la reconduite de la suspension

■ *«La suspension des activités pédagogiques, cours et examens, qui dure depuis une semaine déjà, pourrait être reconduite en l'absence d'une amélioration de la situation sanitaire prévalant dans le pays», a indiqué, hier, le directeur général des Enseignements et de la Formation supérieurs.*

Ph/D. R.

Par Thinhinane Khouchi

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le directeur général des Enseignements et de la Formation supérieurs, Boualem Saidani, est revenu sur la situation des universités du pays en cette période d'augmentation des cas de contamination par le Covid-19. En effet, à l'image des autres secteurs, celui de l'Enseignement supérieur a été durement affecté et contraint, à son tour, de prendre des mesures exceptionnelles suite à la propagation spectaculaire et sans précédent du coronavirus ces derniers jours. Parmi ces mesures, le ministère de l'Enseignement supérieur avait décidé de suspendre, depuis jeudi dernier, toutes les activités pédagogiques, cours et examens, pour une semaine. Une mesure qui pourrait être reconduite en l'absence d'une amélioration de la situation sanitaire prévalant dans le pays. A ce propos, Saidani a indiqué que «*la plupart des responsables des établissements et centres universitaires ont décidé de suspendre l'activité pédagogique en présentiel jusqu'au début du mois de février prochain, en raison de la flambée des cas de Covid-19, en maintenant les cours en ligne et en poursuivant la campagne de vaccination des travailleurs du secteur*». Il a fait savoir que «*sur instruction de messieurs le ministre et le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, sept mesures à prendre ont été transmises aux responsables de l'ensemble des établissements, en leur cédant cependant le choix de les adapter à leurs situations spécifiques*». Il a expliqué que ladite instruction comporte sept mesures. La suspension des activités pédagogiques est en effet accompagnée de la désinfection totale des lieux, l'évaluation régulière des taux de contamination, le report des examens, le remplacement des cours en présentiel par des cours à distance dans la mesure du possible, et la suspension de toutes les activités scientifiques et sportives. Il est également question de «*vider les résidences universitaires, sauf cas exceptionnel*». Concernant la poursuite des cours en ligne, Saidani a affirmé que «*cette option, qui concernait les unités de découverte, sera généralisée aux unités fondamentales dans certaines branches*», soulignant que quelques difficultés ont été relevées dans l'application de ce mode d'enseignement. Parmi ces difficultés, il a cité notamment le faible débit internet, le manque de moyens financiers de certains étudiants et les difficultés d'adaptation de certains professeurs universitaires à cette nouvelle expérience de l'enseignement supérieur en Algérie. En outre, Saidani a tenu à souligner que «*pour ce qui concerne l'activité administrative, celle-ci a été maintenue dans la plupart des universités et rares sont celles qui ont opté pour un service minimum*». En outre, questionné sur le taux de vaccination en milieu universitaire, l'invité de la Chaîne 3 a indiqué que «*la situation ne diffère en rien de ce qui est constaté au sein du reste de la société algérienne*». Chiffres à l'appui, Saidani a fait savoir qu'à ce jour, seuls 4 % des étudiants ont opté pour la vaccination, 20 % des enseignants et 35 % du reste des travailleurs. Ce qui donne une moyenne totale de près de 20%. A ce propos, il a assuré qu'«*on redouble d'efforts en vue d'amener les citoyens à se faire vacciner par la seule sensibilisation*». L'université qui se trouve à sa troisième campagne de vaccination poursuit ses actions de sensibilisation. Enfin, Saidani a indiqué : «*On a tenté d'impliquer l'ensemble des partenaires sociaux, mais force est de constater que l'on n'enregistre toujours pas l'engouement attendu*».

T. K.

LA QUESTION DU JOUR

Derrière la crise ukrainienne, la question de la sécurité en Europe

Suite de la page une

Tout se passait donc comme si la guerre froide se poursuivait malgré l'effondrement de l'un des deux camps, et en dépit de la victoire de l'autre. Le terme de cette poussée à l'est, si elle devait continuer sur sa lancée, c'est le passage des frontières russes, et au bout du processus, l'implosion de la Russie inexorablement suivie de son démembrement. N'est-ce pas ainsi en effet que finissent les empires ? C'est à cette perspective que les Russes sont aujourd'hui déterminés à faire échec. La Russie n'a plus d'espace où elle pourrait encore reculer, a déclaré récemment son président, d'un visage et sur un ton qui ne laissaient aucun doute sur sa résolution à inverser la tendance, à faire reculer l'Otan aux frontières qui étaient les siennes en 1997. Par rapport à cet objectif stratégique, la tension avec l'Ukraine est une sorte d'entrée en matière, un prétexte ou un vecteur. Celle-ci ne serait pas envahie si les Etats-Unis et l'Otan acceptaient de battre en retraite. Elle le serait probablement si les Etats-Unis refusaient de donner à la Russie les garanties sécuritaires qu'elle exige d'eux, et que sans doute elle est déterminée à leur arracher dans le besoin. Le but n'est pas de l'annexer, comme fut annexée la Crimée, et d'une certaine façon aussi le Donbass, mais d'empêcher que la poussée à l'est se rapproche de ses frontières occidentales. Or là où se joue la sécurité de la Russie est en cause également celle de l'Europe. Mais pas celle des Etats-Unis qui eux sont loin. Rien de ce qui arrive à l'est de l'Europe ne met en danger si peu que ce soit leur sécurité, quand bien même l'Ukraine serait envahie en entier. Les Etats-Unis incitent à l'élargissement de l'Otan non pas parce que leur sécurité en dépend, mais parce qu'ils s'évertuent à réunir les conditions de l'effondrement de la Russie, après avoir obtenu celui de l'Union soviétique. Si cela conduit au retour de la guerre, tant pis, puisque de toute façon ce n'est pas en Amérique que le cas échéant elle se produira, mais en Europe, comme ce fut toujours le cas.

M. H.

Campagne de préservation de l'environnement

Plus de 9 000 tonnes de déchets enlevés

La campagne nationale de préservation de l'environnement, lancée par le ministère de l'Environnement le 10 janvier dernier, s'est soldée, jusqu'à hier, par l'enlèvement de 9 240 tonnes de déchets et l'organisation de 41 opérations de reboisement, a appris l'APS auprès du ministère. Organisée sous le thème «Propreté des villes, une responsabilité de tous», cette campagne a touché les cités, les espaces verts et les marchés au niveau de 153 communes répartis sur 38 wilayas du pays, a indiqué le ministère. 211 campagnes bénévoles de nettoiement et 169 actions de sensibilisation ont été organisées en milieu scolaire et au niveau des mosquées, des cités et des commerces ainsi qu'à travers les réseaux sociaux, conformément au programme élaboré par les directions de l'environnement des wilayas et les maisons de l'environnement relevant de l'Institut national des formations à l'environnement. Cette campagne qui se poursuit à ce jour, avec la participation de plusieurs secteurs, instances, entreprises économiques et organisations de la société civile, tend à sensibiliser les citoyens aux pratiques indispensables à la préservation de la propreté de l'environnement, telles que le dépôt des déchets dans les endroits réservés à cet effet et à temps, la participation à toutes les activités contribuant à la préservation de l'environnement et la sensibilisation aux dangers sanitaires issus de la pollution. «*L'adhésion des citoyens à la préservation de l'environnement est impérative et très urgente*», a insisté le ministère qui a affirmé que «*même si la volonté politique existe et que les technologies et les moyens financiers sont disponibles pour financer les stratégies de la préservation de l'environnement, les objectifs escomptés ne peuvent être atteints si la société n'adopte pas une culture environnementale dans toutes ses dimensions*».

Samiha A.

Nuptialité

Notable baisse des mariages en 2020

Un total de 283 000 mariages a été enregistré en 2020, en baisse de plus de 10 % par rapport à 2019, selon les données de l'Office national des statistiques.

Par Halim N.

«*Les bureaux de l'état civil ont enregistrés 283 000 unions au cours de l'année 2020, soit une baisse relative de plus de 10 % par rapport à 2019* (315 000 mariages)», a indiqué l'ONS dans son dernier rapport annuel sur la démographie en Algérie. Ainsi, la tendance baissière du taux brut de nuptialité s'est poursuivie en 2020 pour atteindre 6,41 pour mille, contre 7,26 pour mille en 2019. En effet, après avoir connu une évolution «*relativement importante*» (10,13 pour mille en 2013), le taux brut de nuptialité a entamé sa décroissance en 2014 avec 9,88 pour mille. Cette tendance baissière s'est poursuivie durant les cinq années qui ont suivi, «*mais avec un rythme plus accéléré en 2020*», pour atteindre 6,41 pour mille en 2020, soit le même niveau qui a été observé au début des années 2000. «*Nonobstant l'effet partiel de la conjoncture induit par la pandémie, cette baisse continue de la nuptialité conforte une fois de plus, l'hypothèse de l'impact de la modification de la structure par âge de la population sur le volume des mariages*», note la même source. L'analyse de l'évolution de la population âgée de 20 à 34 ans, où se contracte 80 % des mariages selon les données du recensement général de la population de 2008, fait ressortir une régression du volume de celle-ci d'une allure assez visible à ces dernières années, en passant de 10,997 millions en 2015 à 10,427 millions en 2020. Selon l'ONS, la corrélation entre l'évolution du volume de la population entre 20 et 34 ans et celui des mariages est «*clairement établie*». «*Avec le maintien de la baisse du volume de cette population dans les années à venir, et en l'absence d'autres éléments qui peuvent interférer sur le phénomène, il est probable que la baisse des mariages se poursuivra jusqu'a l'horizon 2025-2030*», anticipe l'organisme des statistiques. Globalement, l'année 2020 a été marquée par un recul des naissances vivantes sous le seuil d'un million de naissances pour la première fois depuis 2014, une augmentation «*significative*» des décès, et par la poursuite du recul des mariages depuis six ans. D'après le rapport annuel sur la démographie en Algérie, 992 000 naissances vivantes, 236 000 décès et 283 000 mariages ont été enregistrés en 2020. L'accroissement naturel enregistré durant l'année 2020 a atteint 756 000 personnes, soit un taux de 1,71 %. Ce dernier continue sa tendance baissière enclenchée depuis 2017, «*avec un rythme plus prononcé en 2020*». A ce rythme de croissance, la population résidente totale atteindrait 45,4 millions au 1er janvier 2022, contre 44,6 millions au 1er janvier 2021 et 44,3 millions au 1er juillet 2020. **H. N.**

Covid-19 à Mostaganem

En plein pic des contagions, l'imprudence persiste

A Mostaganem, en plein pic de la pandémie, le respect des mesures préventives de manière responsable vit un relâchement de la part de citoyens irresponsables. Ni port de bavette, ni distanciation, ni vaccination, et cela craint le pire. Au regard de la croissance vertigineuse du nombre d'infections au Covid-19, on continue à négliger les mesures sanitaires. Il y a le feu dans la baraque et il faut réagir car plusieurs facteurs sont à l'origine de la quatrième vague de Covid-19 que vit le pays ces dernières semaines. A une certaine époque, on a baissé les bras car on a cru que la pandémie était derrière nous. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Le virus «Omicron» fausse tous les calculs. Aujourd'hui, on doit se ressaisir pour remettre les pendules à l'heure, évitant ainsi la mascarade de l'oxygène qui est encore vive dans la mémoire. En effet , à travers la presse, le directeur de la Santé et de la Population de la wilaya de Mostaganem, Mohamed-Khalil Toufik, a incessamment interpellé les citoyens récalcitrants à la vaccination et à faire preuve de civilité. Il a surtout souligné qu'il y a un important stock de doses de vaccins de toutes les marques. Néanmoins, la vie au quotidien confirme que les différents protocoles sanitaires adoptés par l'autorité sanitaire ont été carrément abandonnés. Au niveau de la majorité des marchés et des magasins de la ville, les clients se montrent insensibles à la question de la distanciation et au port du masque. La Commission de veille sanitaire de la wilaya de Mostaganem a alerté plusieurs fois sur la nécessité de respecter les mesures préventives. Pourtant, à travers une tournée de reconnaissance dans certains quartiers populaires, lieux et espaces publics, notamment les rues marchandes de l'informel, l'étendue du laxisme est flagrante. Les gares et lieux de travail n'ont pas été épargnés par le laisser-aller ostensible. Dans les bus privés au contraire de ceux de l'ETUM, s'affiche un manque total de respect des mesures préventives de la part des passagers. Dans les taxis c'est encore pire, car la négligence fait l'aller et le retour d'une façon rythmée et sans contrôle aucun. La même chose se constate aussi dans les sièges d'APC, dans les guichets de l'état civil, où certains employés font fi du respect des mesures de prévention, malgré l'étroitesse de certains lieux de travail. La «bavette» n'est plus portée par les citoyens entassés devant les guichets, les distributeurs automatiques de billets (des Banques et de la Poste) et les agents préposés n'interviennent pas pour mettre de l'ordre ni faire respecter la distanciation physique. Certaines pharmacies se blindent par une séparation vitrée, mais ne se soucient pas des clients irrespectueux des mesures préventives. Le relâchement est aussi visible au niveau des mosquées, surtout lors de la prière des vendredis. Ce constat amer interpelle les autorités à réagir rapidement et avec fermeté, en faisant usage des moyens légaux envers les personnes irresponsables. Les médias doivent aussi multiplier les appels à la vigilance car il y un réel danger.

Lotfi Abdelmadjid

Djelfa

La céréaliculture gagne du terrain grâce au soutien de l'Etat

La wilaya de Djelfa, plutôt réputée pour sa production de viandes rouges ovines, a commencé à réaliser de grand progrès dans la culture céréalière grâce à l'extension des périmètres irrigués, à la faveur de la politique d'aide adoptée par l'Etat qui lui a permis de devenir pionnière dans plusieurs filières agricoles. En dépit de son climat semi-aride et sa dépendance d'une activité agricole conduite en pluviale, la wilaya a réalisé ces dernières années un saut qualitatif dans le domaine agricole, notamment en céréaliculture, où les indices évoluent positivement, grâce au recours à l'irrigation d'appoint. Agriculteurs et représentants du secteur agricole s'accordent à dire que la politique de soutien à la relance de l'activité agricole, notamment la céréaliculture, mise en place par l'Etat, pour atteindre la sécurité alimentaire, «*est un catalyseur pour les producteurs pour développer leur activité et améliorer la production, qualitativement et quantitativement*». A propos des mesures de soutien de l'Etat pour booster la production céréalière, les producteurs de la filière de la wilaya de Djelfa ont exprimé leur «*grand soulagement*» suite aux dernières décisions prises lors du Conseil des ministres du 16 janvier courant, présidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant augmentation des prix d'achat du blé tendre et dur auprès des agriculteurs afin de promouvoir cette filière stratégique. Des agriculteurs de la région nord de Djelfa ont souligné, dans une déclaration à l'APS, l'importance de cette décision susceptible de permettre la promotion de la filière céréalière à court et moyen terme. A ce propos, Aissa Dhif, un éleveur de la région de Khizrana dans la commune de Birine, a indiqué que «*la décision du président de la République d'accompagner les producteurs de céréales, au travers l'augmentation des prix d'achat des récoltes, est à saluer, car elle aura un impact positif sur la céréaliculture qui est une filière stratégique*». «*Les avancées importantes réalisées dans la filière céréalière à Djelfa, grâce aux efforts des céréaliculteurs, seront consolidées davantage par le soutien et l'accompagnement qui interviendront avec la mise en application de la décision du président de la République portant augmentation des prix d'achat des céréales*», a-t-il ajouté. M. Dhif a rappelé que ces prix n'ont pas connu de hausse auparavant, en dépit de l'augmentation des charges à la production, un aspect auquel, a-t-il dit, «*aucune attention ne lui a été accordée avant, malgré l'importance de la filière céréalière et son rôle dans la réalisation de la sécurité alimentaire*». Afin d'atteindre les objectifs visés par cette décision et autres mesures de soutien et d'accompagnement des paysans, il est nécessaire de doter les zones rurales de certaines structures, notamment de santé, d'éducation, en plus de l'aménagement du réseau routier et de l'ouverture de pistes agricoles, ainsi que l'extension du réseau d'électrification rurale, pour améliorer la cadre de vie des agriculteurs et les encourager à travailler plus pour la promotion des filières agricoles, notamment la céréaliculture. Un agriculteur de la même commune (Birine), Mohamed-Amine Chenouf, a souligné, de son côté, que les «*agriculteurs saluent la décision du président de la République, car il s'agit d'un produit stratégique, mais aussi par rapport aux sommes importantes en devise dépensées par l'Etat dans l'importation de céréales, afin de couvrir les besoins du marché national*». «*C'est une décision encourageante pour le développement de la filière céréalière qui doit être appuyée par d'autres mesures pour régler les problèmes dans lesquels se débattent les agriculteurs, dont les plus pressants sont l'électrification rurale, les autorisations pour la réalisation de forages et la simplification de procédures administratives*», a-t-il dit. Pour un céréaliculteur de la région de Harbat, commune de Birine, «*ce qui encourage à la production des céréales est le règlement du problème lié à l'octroi de l'autorisation de forage de puits et à la propriété du terrain qui permettra à l'agriculteur de se faire délivrer une carte professionnelle pour pouvoir bénéficier de l'engrais afin d'augmenter le rendement de ses cultures*». **Lyes N.**

Selon le FMI

L'économie mondiale entame 2022 au ralenti, de nombreux risques à l'horizon

■ Coup de frein en Chine et aux Etats-Unis, net ralentissement de la croissance mondiale. Omicron, inflation et relèvements des taux d'intérêt sont autant de nuages qui assombrissent l'horizon économique en ce début 2022, a prévenu, mardi, le Fonds monétaire international (FMI).

Par Samia Y.

L'institution de Washington table désormais sur une hausse du produit intérieur brut mondial de 4,4 % (-0,5 point de pourcentage comparé à octobre) après 5,9 % l'an passé. «*Le variant Omicron a entraîné de nouvelles restrictions dans de nombreux pays et une augmentation des pénuries de main-d'œuvre*», a souligné, lors d'une conférence de presse, Gita Gopinath, qui vient de prendre le poste de numéro 2 de l'institution. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement pèsent sur la reprise et alimentent l'inflation. Elles s'ajoutent aussi à une crise alimentaire et énergétique. «*De plus, la dette record et la hausse de l'inflation limitent la capacité de nombreux pays à faire face à de nouvelles perturbations*», a décrit Mme Gopinath. L'inflation devrait s'élever cette année en moyenne dans les économies avancées à 3,9 % (+1,6 point) et dans les économies émergentes et en développement à 5,9 % (+1 point), avant de ralentir en 2023, a détaillé le FMI. Les prévisions de croissance ont été révisées en baisse pour une grande majorité de pays. Seule une région (Moyen-Orient et Asie centrale) et une poignée d'économies dont l'Inde, le Japon et l'Argentine font exception. Le ralentissement de la croissance mondiale est «*essentiellement*» la conséquence d'une expansion moins vigoureuse aux Etats-Unis et en Chine : respectivement +4 % (-1,2 point) et +4,8 % (-0,8 point) attendus cette année, explique le FMI. Dans le cas de la première économie du monde, le Fonds a retiré de ses projections les bénéfices que pourrait apporter le plan «Build Back Better» («Reconstruire en mieux») de Joe Biden. Il prévoit quelque 1 800 milliards de dollars de dépenses sociales mais il est pour l'instant bloqué au Congrès.

De plus, l'inflation va rester élevée. «*Notre projection de base est une inflation d'environ 3,4 % d'ici la fin 2022, soit bien plus que les 2 % ciblés par la Réserve Fédérale*», a indiqué Gita Gopinath. La Chine est, elle, confrontée à un repli de son secteur immobilier et une consommation domestique plus faible liée aux mesures draconiennes visant à contenir Omicron. Les ruptures d'approvisionnement ont entraîné des baisses de prévisions ailleurs dans le monde comme en Allemagne (+3,8 %, -0,8 point), principale économie de la zone euro dont la projection de croissance est désormais de 3,9 % (-0,4 point). La France devrait, elle, voir son PIB croître de 3,5 % (-0,4 point). Globalement, la reprise se poursuit mais les divergences entre pays persistent : si les économies avancées devraient revenir cette année à leur tendance pré-pandémie, il n'est pas exclu que plusieurs marchés émergents et économies en développement subissent une récession à moyen terme, prévient le FMI. L'incertitude entourant ces projections est grande mais les économistes du FMI s'accordent à dire que la croissance mondiale est sous de multiples menaces.

A commencer par la stratégie «tolérance zéro» des cas de Covid en Chine qui risque d'exacerber les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. «*Comme tous les pays, ils vont devoir réajuster leur politique*», a déclaré Gita Gopinath, notant que «*nous évoluons progressivement vers cette reconnaissance que, grâce aux vaccins, aux tests, aux traitements thérapeutiques, nous pouvons revenir à beaucoup plus de normalité*». Parallèlement, une inflation plus élevée aux Etats-Unis pourrait conduire à un resserrement monétaire beaucoup plus agressif. Pour l'heure, le FMI prend l'hypothèse de trois hausses des taux cette année et trois l'an prochain. Si la Fed venait à les augmenter plus vite et plus fortement, les pays émergents et en développement, dont la dette est libellée en dollars, seraient directement affectés. Le FMI relève également «*les tensions géopolitiques croissantes*», notamment le conflit entre la Russie et l'Ukraine susceptible d'alimenter davantage la hausse des prix de l'énergie.

Sans oublier, la possibilité que des variants plus dangereux qu'Omicron apparaissent. Dans ce contexte, le contrôle de la pandémie est essentiel et le FMI appelle une nouvelle fois à des vaccinations généralisées dans les pays en développement. Pour l'heure, quelque 70 % de la population des pays riches est entièrement vaccinée contre moins de 4 % de la population des pays pauvres. Malgré la reprise en 2021 après une récession historique, le FMI a calculé que le PIB mondial pourrait avoir été amputé de 13 800 milliards de dollars entre 2020 et 2024 en raison de la pandémie.

S. Y.

Pétrole

Le Brent frôle les 88 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse hier, avant la publication des données hebdomadaires sur les stocks commerciaux américains. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars grimpait vers midi de 0,80 % à 87,88 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois gagnait 0,63 % à 86,14 dollars. Le marché du brut s'approche peu à peu des sommets pluriannuels atteints la semaine dernière à 89,50 dollars pour le Brent et à 87,91 dollars pour le WTI. Les prix sont soutenus par l'appréhension croissante que les problèmes d'approvisionnement actuels puissent s'aggraver en raison de l'escalade des tensions entre la Russie et l'Occident au sujet de l'Ukraine, expliquent des analystes. L'Agence américaine d'information sur l'énergie publiera cet après-midi ses données hebdomadaires sur les stocks commerciaux de brut. Les analystes s'attendent à une hausse de un million de barils la semaine dernière (+1,9 million pour ceux d'essence), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. La fédération de professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), aux données jugées moins précises par le marché, a au contraire estimé mardi soir que les stocks de brut avaient reculé de 900 000 barils et ceux d'essence augmenté de 2,4 millions de barils la semaine dernière.

Farid L.

Bourse de Tokyo

Le Nikkei commence en baisse avant le verdict de la Fed

La Bourse de Tokyo reculait hier en matinée, suspendue aux annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) prévues plus tard dans la journée, une attente qui rend les marchés financiers nerveux depuis des jours. Indécis au début des échanges, l'indice vedette Nikkei était clairement dans le rouge peu avant 01h00 GMT (-0,63 % à 26 961 points), tandis que l'indice élargi Topix limitait ses pertes (-0,24 % à 1 892,08 points). Si une hausse immédiate de ses taux d'intérêt n'est pas à l'ordre du jour, la Fed devait donner hier des indices sur le volume et la cadence de son resserrement monétaire à venir face à l'inflation élevée aux Etats-Unis. En renchérissant le coût du crédit, les hausses de taux apparaissent comme défavorables aux entreprises, à leurs futurs résultats et donc à leurs actions, un phénomène qui plombe notamment les valeurs technologiques. L'action du géant automobile nippon Toyota cédait 0,33 % à 2 229 yens, les investisseurs hésitant entre bonnes et mauvaises nouvelles à son sujet. Selon le quotidien «*Nikkei*», le groupe viserait une production record de 11 millions de véhicules sur son exercice 2022/23 qui démarrera le 1er avril, grâce à un fort effet de rattrapage après les perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement dans son secteur depuis l'an dernier. Mais ces difficultés persistent pour le moment : Toyota a ainsi annoncé mardi soir une nouvelle réduction de sa production au Japon dans les prochains jours, face à une pénurie de pièces liée au Covid-19. Le titre SoftBank Group avançait de 0,61 % à 5 100 yens, bien qu'ayant initialement nettement baissé du fait de spéculations sur l'annulation potentielle de sa méga-cession compliquée du fabricant britannique de microprocesseurs Arm à l'américain Nvidia. Selon l'agence Bloomberg, Nvidia serait très refroidi par les nombreuses embûches réglementaires pesant sur cette transaction annoncée il y a plus d'un an. Le yen était quasi stable par rapport au dollar, à raison d'un dollar pour 113,82 yens vers 01h00 GMT contre 113,88 mardi à 21h00 GMT. L'euro valait 128,65 yens, quasi inchangé par rapport à la veille (128,69 yens), et le cours euro/dollar était inchangé à un euro pour 1,301 dollar. Le pétrole se repliait : vers 00h50 GMT le prix du baril de WTI américain cédait 0,39 % à 85,27 dollars. **N. T.**

Tébessa

19 projets innovants obtiennent le label de start-up

Pas moins de 19 projets innovants dans la wilaya de Tébessa ont obtenu le label de start-up dans plusieurs spécialités, a-t-on appris auprès de l'incubateur local des start-up «Innoest Compagny».

Par Samy Y.

Les start-up ont obtenu le label par le ministère délégué chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, ce qui leur permettra d'engager la concrétisation effective de leurs projets et contribuer à la dynamique de développement, a indiqué à l'APS le responsable de cet incubateur, Fathi Gasmi. Les projets innovants en question concernent les activités de transport, logistique, tourisme, agroalimentaire, agriculture nouvelle et aquaculture, selon la même source qui a souligné que le nombre «*important*» de start-up ayant obtenu des labels a placé l'incubateur de Tébessa leader à l'échelle nationale en termes d'accompagnement des projets innovants. M. Gasmi a souligné que son incubateur a reçu 455 projets innovants via son site internet, ouvert en mars passé, et en a étudié et avalisé 30 qui font l'objet actuellement de suivi assuré par l'équipe d'«Innoest Compagny» et dont 19 ont décroché le label de start-up. Les projets restants sont au stade de l'étude de faisabilité qui en évalue la possibilité de concrétisation, le rendement, les emplois à créer et l'impact socioéconomique, selon le même cadre. L'incubateur de start-up de Tébessa a conclu plusieurs conventions avec des secteurs stratégiques et des établissements d'enseignement et de formation, afin de favoriser la création et le suivi des start-up en vue de générer de la richesse et des emplois, a ajouté M. Gasmi. Il a également évoqué les efforts consentis par l'incubateur en matière de réparation des générateurs d'oxygène des établissements hospitaliers de Tébessa et des wilayas voisines, dans le cadre de la contribution à la lutte contre la pandémie de Covid-19. Il a fait état de conception du premier prototype de générateur d'oxygène algérien qui sera concrétisé «*dans les proches délais*». A noter que la wilaya de Tébessa a réservé une superficie de 140 ha pour la création et l'aménagement de manière progressive de 28 mini-zones d'activités dans l'ensemble des communes de la wilaya, en vue d'accueillir des projets innovants.

S. Y.

Boumerdès

Plus de 70 % de taux d'avancement du projet de l'hôpital de 240 lits de Sahel

Le taux d'avancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 240 lits, implanté dans la zone de Sahel de la ville de Boumerdès, et dont la livraison est prévue pour le mois de janvier 2023, est de plus de 70 %, a-t-on appris des responsables en charge de ce chantier.

Selon les explications fournies au wali Yahia Yahiatene, lors d'une visite d'inspection du projet, en compagnie des représentants du bureau d'études et des directeurs concernés, «*la livraison et la mise en service de cet établissement hospitalier vital est prévue au début de l'année prochaine, suivant le taux d'avancement actuel du projet qui a dépassé les 70 %*», Le wali de Boumerdès a souligné l'«*importance de ce projet, objet d'une attention particulière des autorités de la wilaya*», insistant sur l'impératif d'accélérer le rythme des travaux pour livrer ce pôle de santé dans les délais légaux fixés par le cahier des charges, au regard du besoin pressant exprimé en la matière, durant la situation sanitaire actuelle. Le chantier du projet de l'hôpital de 240 lits de Boumerdès a été relancé en 2020, après plusieurs arrêts dus à de nombreux problèmes relatifs, entre autres, à la lourdeur des procédures administratives et à la réticence de certaines entreprises à participer aux avis d'appels d'offres relatifs au projet, outre la mauvaise gestion des entreprises étrangères qui étaient chargées du projet, par le passé. Ce projet a été inscrit en réalisation en 2006, au titre du quinquennal 2005-2009, pour une enveloppe initiale de 1,3 milliard de DA qui a été réévaluée à près de 5 milliards de DA. Cet établissement qui sera construit sur 5 niveaux en plus du rez-de-chaussée, assurera en plus des services médicaux courants, d'autres spécialités de pointe dont la neurochirurgie et la cardiologie interventionnelle. Une dizaine de blocs opératoires destinés à différentes interventions chirurgicales non disponibles actuellement à Boumerdès, sont prévus au niveau de cet hôpital. La concrétisation de ce projet, en réalisation sur une assiette de 5 ha, proche du centre-ville de Boumerdès, permettra de diminuer les déplacements des malades de la wilaya vers les hôpitaux d'Alger et de Tizi-Ouzou, tout en réduisant la pression au niveau des trois établissements hospitaliers de Boumerdès, lesquels couvrent actuellement les besoins en soins de la population locale.

Lyes B.

Tissemsilt

Plus de 97 millions DA de transactions commerciales sans factures en 2021

La direction du commerce de la wilaya de Tissemsilt a enregistré un montant de 97,6 millions DA de transactions commerciales sans factures décelées en 2021, a-t-on appris, de cette instance.

Le chargé de l'information de la direction du commerce, Ahmed Abbes, a indiqué que le montant des opérations commerciales sans factures décelées a connu «*une importante baisse*» par rapport à l'année 2020, qui a enregistré un montant de plus de 780 millions DA, en raison de la baisse de ce type d'opérations illicites au niveau du marché local. «*Les brigades de contrôle des pratiques commerciales de la wilaya ont dressé, l'année dernière, plus de 300 procès-verbaux à l'encontre de contrevenants ayant effectué des transactions commerciales sans factures*», a-t-il ajouté.

D'autre part, les interventions des agents des brigades de contrôle des pratiques commerciales et de répression des fraudes se sont soldées, en 2021, par la proposition de fermeture de 73 locaux commerciaux pour différentes infractions liées au défaut d'affichage des prix, l'absence de factures, le non-respect des prix réglementés, défaut d'hygiène et exercice d'activités sans registre du commerce. Les agents de contrôle ont effectué, durant la même période, 14 322 interventions qui se sont soldées par l'établissement de 682 procès-verbaux contre les contrevenants, en plus de poursuites judiciaires, ainsi que la saisie de près d'une tonne de divers produits, indique la même source, ajoutant que 131 prélèvements d'échantillons ont été effectués aux fins d'analyses au niveau du laboratoire de wilaya de contrôle et de répression des fraudes. En matière de sensibilisation, la direction du commerce a organisé, l'année dernière, des rencontres de proximité ciblant 120 établissements éducatifs et 10 établissements de formation sur les risques des intoxications alimentaires, sur les dangers du monoxyde de carbone et la protection contre Covid-19, en plus d'une campagne de sensibilisation qui a touché plus de 9 000 commerçants et 20 000 consommateurs sur l'usage obligatoire de la facture en matière de transactions commerciales et sur la culture de consommation propre et saine à l'adresse des citoyens.

A. Y.

Djelfa

Réception de près de 2,5 millions de doses de vaccin contre la clavelée ovine

Près de 2,5 millions de doses de vaccin contre la clavelée ovine ont été réceptionnées par les services vétérinaires de la wilaya de Djelfa, au titre de la campagne de vaccination du cheptel pour la saison agricole 2021/2022, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Selon le directeur par intérim des services agricoles de la wilaya, Mustapha Bencherik, «*ce stock de vaccins* (2,5 millions de doses) *est un moyen de prévention pour protéger la santé animale contre l'apparition de foyers de clavelée*», signalant la mobilisation de 160 vétérinaires privés pour assurer la réussite de la campagne de vaccination gratuite. Lancée fin décembre dernier pour se poursuivre jusqu'à mars prochain, la campagne de vaccination contre la clavelée «*reflète les efforts de l'Etat dans la mise en place de mécanismes d'accompagnement au profit de l'éleveur pour préserver sa source de revenus, tout en protégeant cette filière, bénéficiant d'un ancrage économique majeur au double plan local et national, notamment au vu de son importance stratégique dans la disponibilité des viandes rouges et des bêtes du sacrifice pour l'Aïd El Adha*», a expliqué le même responsable. M. Bencherik a rappelé qu'entre les mois de juin et décembre derniers, une opération similaire a été organisée avec la mobilisation d'un quota de plus de 250 000 doses contre la clavelée, ce qui a contribué à la protection de la santé animale, a-t-il estimé. Parallèlement à cette campagne, menée par l'inspection vétérinaire de la wilaya, un autre quota de près de 16 000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse et la rage a été affecté à la wilaya pour la vaccination du cheptel bovin.

R. R.

Mexique

Les ratés de la «protection» des journalistes

■ *L'assassinat de deux journalistes à Tijuana, en moins d'une semaine, repose la question de la protection des professionnels des médias au Mexique, le pays en paix le plus dangereux du monde pour les reporters avec une centaine d'homicides en 20 ans.*

Par Mourad M.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées mardi soir à Mexico devant le siège du ministère de l'Intérieur, sous le slogan «*Nous exigeons la justice*». Des photos de journalistes assassinés ont été projetées sur les murs du bâtiment. Des rassemblements de ce type avaient été convoqués dans une quarantaine de villes à travers le pays, dont Tijuana, sous le mot d'ordre : «*Ni silence, ni oubli*». L'onde de choc du double meurtre de Tijuana a dépassé la frontière toute proche avec San Diego en Californie. Les États-Unis ont réitéré leur soutien aux efforts du Mexique «*dans la lutte contre l'impunité*», dans un message de leur ambassadeur. L'Union européenne a aussi exprimé sa «*préoccupation face au manque de résultats dans les enquêtes ouvertes pour éclairer les cas antérieurs d'assassinats de journalistes*». Bruxelles a de nouveau demandé au Mexique de faire «*tous les efforts possibles pour protéger effectivement les journalistes*». «*Nous appelons les autorités mexicaines à renforcer la protection des journalistes*», a également réagi le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à travers son porte-parole. La journaliste de télévision Lourdes Maldonado, tuée par balle dimanche, et le photoreporter Margarito Martinez, abattu six jours auparavant, avaient sollicité un «Mécanisme de protection» qui existe depuis 2012. «*Ce ''Mécanisme de protection pour les défenseurs des droits humains et des journalistes'' concerne actuellement 496 journalistes, 137 femmes et 359 hommes*», lit-on sur le site internet du gouvernement fédéral. Le Mécanisme prévoit, entre autres, une protection policière rapprochée et des caméras de surveillance à domicile, se souvient le directeur de l'hebdomadaire «*Proceso*», Jorge Carrasco. Le journaliste d'investigation en a bénéficié en 2013, après avoir été menacé de mort pour l'enquête sur l'assassinat de l'une de ses collègues et s'être réfugié quelques semaines à Paris. «*Dans mon cas cela a fonctionné*», déclare-t-il à l'AFP. Mais, depuis, «*le Mécanisme a été dépassé. Il y a eu tellement de cas*». M. Carrasco constate également un «*manque d'engagement*» d'autres institutions (Parlement, pouvoir judiciaire). «*On n'a pas impliqué les gouvernements des (32) États*», estime-t-il. Le Mexique est un État fédéral. «*Il est clair que ce mécanisme ne marche pas*», confirme à l'AFP Sonia de Anda, reporter à Tijuana. Le photographe tué à Tijuana avait sollicité une protection en décembre parce qu'il se sentait menacé. Il n'a jamais obtenu de réponse, selon elle. Tuée dans sa voiture, la journaliste Lourdes Maldonado disposait d'une escorte policière quand elle se promenait à pied. «*Il n'y avait évidemment pas de policiers dimanche soir*», déplore Sonia De Anda. La représentante de l'ONG Reporters sans frontières (RSF) au Mexique, Balbina Flores, regrette que la demande de protection du photographe de Tijuana se soit perdue dans la paperasse. «*Le mécanisme doit apporter une protection immédiate et laisser les procédures pour après*». Manque de personnel, moyens insuffisants, erreurs dans l'application des mesures préventives : RSF énumère les failles d'un mécanisme qui, de plus, ne garantit pas une sécurité absolue. «*Au moins quatre journalistes avec des gardes ont été assassinés en trois ans*». Joint par l'AFP, le Mécanisme n'a pas répondu. En poste à Tijuana depuis les années 90, la journaliste Lourdes Maldonado avait directement demandé en 2019 la protection du président de la République, Andres Manuel Lopez Obrador, affirmant avoir «*peur pour sa vie*». Mme Maldonado était en conflit avec son ex-employeur Primer Sistema de Noticias (PSN), une chaîne de télévision qui appartient à l'ex-gouverneur de l'État de Basse Californie, Jaime Bonilla (2019-2021), l'homme fort du parti présidentiel Morena dans la région. Elle avait finalement gagné son procès quelques jours avant son assassinat. En 2021, l'AFP a comptabilisé au moins sept assassinats de journalistes, tentant de voir pour chaque cas s'ils ont été tués pour leur travail journalistique. La question s'est posée pour un homme retrouvé poignardé dans l'État du Veracruz mi-janvier, José Luis Gamboa, qui se présentait sur les réseaux sociaux comme le directeur de trois publications en ligne. «*Gamboa avait fortement dénoncé et critiqué les autorités locales pour leurs relations avec le crime organisé*», d'après RSF. Il ne travaillait pour aucun autre média, a-t-on appris de source locale. Une centaine de journalistes ont été tués depuis 2000, d'après des chiffres de la Commission des droits de l'homme.

Ph.> D. R.

Commentaire

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

En 2013, le président américain Barack Obama humiliait publiquement et aux yeux du monde entier le président français, François Hollande, en revenant sur sa promesse de soutenir la France dans une opération militaire visant à «*punir*» Bachar el-Assad, alors accusé d'avoir utilisé des gaz toxiques contre sa propre population. Hollande s'était alors retrouvé bien seul après les défections des Britanniques et des Américains, laissant apparaître l'incapacité des Français à mener, seuls, une opération militaire d'envergure. Le président français qui trépignait face aux dirigeants syrien et russe, avait fini par devoir manger son chapeau. Or, aujourd'hui, Joe Biden vient de refaire le même coup à Emmanuel Macron dans le dossier ukrainien. En effet, le jeune président français qui montrait les dents il y a encore quarante-huit heures et assurait qu'«*en cas d'agression, la riposte sera là*», certain d'être épaulé par les Américains qui ces dernières semaines se sont montrés particulièrement fermes face au Kremlin vis-à-vis de la situation en Ukraine, doit faire face au net recul de Joe Biden. Ce dernier a en effet assuré que, malgré le contexte de tension aux marges de l'Europe, il ne comptait pas envoyer de forces américaines en Ukraine ni d'y déployer celles de l'Otan. Cette déclaration est une véritable claque de l'Américain au Français qui, on le sait, est incapable d'enclencher une guerre avec la Russie. Quant à l'Allemagne, d'où Macron a fait sa déclaration belliqueuse, si elle se range du côté de la France et des autres pays occidentaux contre la Russie dans le dossier ukrainien, il n'est pas certain qu'elle soit le meilleur allié de Paris. L'Allemagne, qui a fermé toutes ses centrales nucléaires ces dernières années, dépend lourdement de la Russie pour son approvisionnement en gaz et n'est donc pas forcément encline à se mettre Moscou à dos. Les Européens dans leur ensemble, d'ailleurs, craignent, en cas d'escalade, d'être privés en plein hiver du gaz russe, qui couvre plus de 40 % de leurs besoins. Reste à voir comment la France continuera à traiter le dossier de l'Ukraine, maintenant que les Américains lui ont signifié qu'elle ne pourrait pas compter sur eux militairement et alors que la Russie subit déjà une multitude de sanctions infligées par l'UE. Peut-être que les Européens décideront aussi, dans la mesure de leurs moyens, de menacer Vladimir Poutine en personne, à l'instar du président américain qui a affirmé que le président russe en personne pourrait être visé. Quant aux éventuelles sanctions contre Vladimir Poutine lui-même, Joe Biden n'a pas précisé leur nature. Lorsque Washington sanctionne des personnalités étrangères, cela passe, le plus souvent, par un gel de leurs avoirs et une interdiction de transaction avec les États-Unis.

F. M.

Gambie

9 soldats sénégalais d'une mission ouest-africaine portés disparus

Neuf soldats sénégalais de la mission ouest-africaine en Gambie sont portés disparus depuis lundi et présumés captifs de rebelles casamançais, à la suite d'affrontements lors d'une opération contre le trafic de bois, a annoncé l'armée sénégalaise mardi. Les neuf militaires «*seraient probablement détenus en otage par le MFDC*», la rébellion armée qui se bat bientôt 40 ans pour l'indépendance de la Casamance, une région du sud du Sénégal frontalière de la Gambie, a indiqué l'armée dans un communiqué. «*Les opérations se poursuivent pour les retrouver et sécuriser la zone*», a-t-elle indiqué.

L'armée sénégalaise a annoncé lundi la mort de deux de ses soldats, un sous-officier et un militaire du rang, dans des affrontements le même jour avec des rebelles présumés dans l'ouest de la Gambie, pays partiellement enclavé dans le Sénégal et qui abrite des rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). «*Au cours des affrontements consécutifs à une vigoureuse action militaire, un rebelle a trouvé la mort et trois autres ont été faits prisonniers*», a indiqué l'armée, mardi, dans son communiqué. Le précédent communiqué de l'armée, lundi, avait fait état de deux rebelles faits prisonniers.

Ces affrontements avec les rebelles présumés sont survenus «*dans le cadre d'une action de sécurisation et de lutte contre les trafics illicites, notamment contre l'exploitation criminelle du bois sur la frange frontalière avec la Gambie*», a-t-elle précisé mardi. «*Durant les cinq derniers mois, 77 camions transportant illégalement du bois provenant du Sénégal ont été immobilisés par le détachement sénégalais déployé au sein de la Force internationale en Gambie*», la Mission de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest en Gambie (Ecomig), a-t-elle ajouté. Des responsables locaux de Casamance et des écologistes dénoncent régulièrement l'implication, selon eux, de Gambiens et de responsables gambiens dans le trafic de bois en Casamance imputé aux rebelles du MFDC.

Cinq militaires sénégalais avaient été capturés par des rebelles du MFDC en décembre 2011, lors d'une attaque contre un cantonnement militaire dans la localité de Kabeum, à 60 km au nord-ouest de Ziguinchor, principale ville de Casamance. Ils avaient été libérés en décembre 2012 à la suite d'une médiation de la communauté catholique Sant'Egidio.

La Casamance est le théâtre d'un des plus vieux conflits d'Afrique depuis que des indépendantistes ont pris le maquis après la répression d'une marche en décembre 1982. Après avoir fait des milliers de victimes et ravagé l'économie, le conflit a persisté à basse intensité. Le Sénégal s'emploie à normaliser la situation et a entrepris de réinstaller les déplacés.

L'Ecomig a été instituée par l'organisation des États ouest-africains Cédéao devant la crise politique née du refus de l'ex-président et dictateur gambien Yahya Jammeh de quitter le pouvoir après sa défaite à la présidentielle de décembre 2016.

Maroc

Les enfants des centres de détention vulnérables aux trafiquants de drogue

La maltraitance et l'exploitation des enfants dans les centres de détention pour mineurs au Maroc font de ces derniers, une fois leur peine terminée, des personnes vulnérables et des proies faciles pour les réseaux des trafiquants de drogue.

Par Hocine H.

Selon Fatima Okadoum, la représentante de «Trait-d'union Prison-Société», une association marocaine de défense des droits de l'enfant, «*les conditions dans les centres de détention pour mineurs au Maroc sont loin de répondre aux normes internationales clairement indiquées dans la Convention internationale relative aux droits des enfants, pourtant ratifiée par le Maroc*». Pour la militante, «*l'absence d'une prise en charge adéquate dans ces centres et la maltraitance que subissent les mineurs, le long de leur peine, développent chez ces derniers des comportements dangereux et agressifs qui les prédisposent à devenir de futurs criminels et trafiquants de drogue, une fois qu'ils se retrouvent à l'extérieur*». Elle a affirmé, à ce propos, que «*plusieurs enquêtes menées par son association auprès de ces enfants ont confirmé la prédisposition chez ces derniers à la criminalité et à rejoindre les réseaux de trafiquants de drogue*». «*Cette prédisposition à la criminalité fait que ces enfants retournent souvent aux centres de détention peu après leur sortie, en raison de leur implication dans des crimes divers, particulièrement le trafic de drogue*», a argué Mme Okadoum dans son intervention à l'occasion d'une conférence sur «La criminalisation de la maltraitance des enfants dans les centres de détention pour mineurs». Mme Okadoum a plaidé, dans ce sens, pour l'application des peines alternatives et à l'instauration de lois en mesure de suivre les enfants après leur sortie des centres de détention, rappelant que «*l'objectif de la mise en place des centres de détention est de rééduquer les enfants et non pas de faire d'eux de futurs criminels*».

Trois enfants meurent «asphyxiés puis calcinés»

Trois enfants d'une migrante nigériane ont péri au Maroc «*asphyxiés puis calcinés*», lors de l'incendie de leur abri de fortune, installé dans le massif boisé de Gourougou (nord-ouest du pays), a indiqué l'Association marocaine des droits humains (AMDH). «*La mère a fait un feu à l'intérieur de l'abri pour réchauffer ses petits qui sont morts lundi matin asphyxiés puis calcinés par l'incendie qui a pris dans leur tente de fortune*», a expliqué Mohamed Amine Abidar, président de la section locale de l'AMDH. La mère a été admise «*dans un état critique*» dans un hôpital de la ville voisine de Nador, localité frontalière de l'enclave espagnole de Melilla. Il n'a pas été possible d'obtenir davantage de détails auprès des autorités.

Le massif de Gourougou est devenu au fil des ans un refuge pour de nombreux migrants originaires d'Afrique subsaharienne qui cherchent à franchir une triple clôture, d'une longueur d'environ 12 km, pour rejoindre Melilla. Le décès de ces trois enfants «*est un drame terrible. Les migrants dans cette région vivent dans des conditions précaires et inhumaines*», a dénoncé M.Abidar, dont l'ONG est la plus importante organisation de défense des droits humains au Maroc. Les frontières de Melilla et Ceuta, l'autre enclave espagnole en territoire marocain, sont les seuls liens terrestres entre l'Afrique et l'Union européenne. A ce titre, elles sont soumises depuis des années à une très forte pression migratoire.

H. H.

Libye/ Tchad

Les deux pays veulent raffermir leurs relations bilatérales

Le président du Conseil de transition au Tchad, le général Mahamat Idriss Déby Itno, et le Premier ministre libyen, Abdoulhamid Mohamed Dbeida, ont convenu, au cours d'un tête-à-tête dans la capitale tchadienne, de raffermir les relations bilatérales entre leurs deux pays, a annoncé la présidence tchadienne. Pour redynamiser la coopération entre son pays et son voisin libyen, le général Déby a appelé à la relance de la commission mixte de coopération bilatérale, «*cadre privilégié pour insuffler une nouvelle dynamique aux échanges entre la Libye et le Tchad*». M. Dbeida voit dans le raffermissement des liens de coopération avec le Tchad, «*l'une des options pour tordre le cou aux pratiques illicites*» en cours dans le sud de son pays. Les deux dirigeants se sont également entretenus sur la question du retour de la paix en Libye. «*La solution à la crise libyenne est entre les mains des Libyens eux-mêmes. La conférence sur la stabilisation de la Libye, tenue le 21 octobre dernier à Tripoli, à l'initiative du gouvernement libyen, est une éloquente démonstration de la capacité des Libyens à prendre le leadership du processus politique en vue de sortir leur pays de la crise*», a déclaré le chef de l'Etat tchadien. Il a promis que le soutien de son pays ne fera jamais défaut aux Libyens. Le président de la transition au Tchad a, par ailleurs, souligné «*l'impérieuse nécessité de bien encadrer le retrait de la Libye des mercenaires et combattants étrangers, à travers la mise en place d'un dispositif de supervision et de coordination du retrait des mercenaires, comprenant les représentants des pays voisins au sud de la Libye*». Le Premier ministre libyen est arrivé mardi à N'Djaména, capitale du Tchad, à la tête d'une importante délégation. Après le tête-à-tête avec le président tchadien et son hôte libyen, des rencontres auront lieu au niveau ministériel, a annoncé la Présidence tchadienne.

Malek B.

Tunisie

Baisse de 25,8 % des investissements déclarés dans l'industrie en 2021

Les investissements déclarés dans l'industrie tunisienne se sont repliés de 25,8 % en 2021, en comparaison avec 2020, pour un montant de l'ordre de 2,539 milliards de dinars (environ 874 millions de dollars), a indiqué l'Agence tunisienne de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII). Dans son bulletin de conjoncture, l'APII fait savoir que le nombre de projets déclarés a baissé de 25,8 % pour 3 331 projets, en plus d'un nombre d'emplois réduit à 49 576 postes générés, soit un recul de 18,3 % par rapport à 2020. Parmi les secteurs les plus concernés par cette baisse d'investissements, figurent les industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (-72 %), les industries mécaniques et électroniques (-47 %) et celles du cuir et de la chaussure (-44 %). Toutefois, les investissements déclarés dans le secteur des industries agroalimentaires et des industries chimiques ont enregistré des rebonds de 26 % et 14 % respectivement. L'Agence a relevé aussi que 51 % des investissements déclarés sur l'ensemble de l'année 2021 étaient des projets d'extension et de renouvellement de matériel qui ont permis la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 1,302 milliard de dinars (environ 448 millions de dollars).

N. Y.

Sahara occidental

L'armée cible des bases des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbès

DES UNITÉS de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques ayant ciblé des bases et des positions des forces d'occupation marocaines dans des points épars du secteur de Mahbès, indique le communiqué militaire n° 439 du ministère sahraoui de la Défense. Rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le communiqué a souligné que «*les unités de l'APLS ont ciblé les forces d'occupation marocaines dans la région d'Akouira Ould Ablal dans le secteur de Mahbès, avec des bombardements intenses ayant semé la peur au sein des rangs des soldats de l'occupation*». Des détachements avancés de l'APLS ont concentré leurs attaques ciblant les positions des forces marocaines dans le secteur de Mahbès, plus exactement dans les régions de Laâked, de Sebkha Tanouchad et d'Akrara Fersik, lit-on dans le communiqué. «*Les attaques de l'armée sahraouie se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines qui subissent des pertes humaines et matérielles importantes le long du mur de la honte*», selon le ministère sahraoui.

R. M.

Ligue 1 algérienne (15e journée)

Le CRB creuse l'écart

LE CR BELOUIZDAD, vainqueur à l'arraché devant le RC Relizane (2-0), a consolidé sa place de leader de la Ligue 1 de football, profitant du match nul (1-1) de ses poursuivants, la JS Saoura et l'ES Sétif, mardi à l'occasion de la 15e journée. Le double champion d'Algérie en titre a dû attendre les deux dernières minutes de la rencontre et l'expulsion du défenseur Aich Rabah (88e) pour arracher la victoire face au RC Relizane (15e - 13 pts). C'est d'abord Dadache qui a ouvert le score sur penalty à la 89e minute, avant que Khalfellah ne double la mise dans le temps additionnel (90e+1e). A la faveur de cette victoire, le CRB (33 points) porte son avance à cinq points en tête du classement, après le match nul (1-1) de ses poursuivants directs la JS Saoura (2e - 28 pts) et l'ES Sétif (3e - 27 pts), qui n'ont pas réussi à se départager dans l'affiche de cette 15e journée. De son côté, l'US Biskra (25 pts) n'a pas raté l'occasion de recoller au peloton de tête pour renouer avec le succès en s'imposant devant l'O Médéa (2-1), rejoignant le CS Constantine tenu en échec par l'HB Chelghoum Laïd (1-1), à la 4e place du classement.

Dans le derby algérois, l'USM Alger (9e - 23 pts) a battu le Paradou AC (2-1), grâce à un doublé de Belkacemi (24e, 32e), prolongeant ainsi sa belle série de cinq matchs sans défaite (3 victoires, 2 nuls) avec un match en retard face à la JS Kabylie programmé le 2 février au stade Omar- Hamadi, alors que le PAC qui compte deux matchs en retard, reste coincé à la 7e place du classement. Dans la lutte pour le maintien, le RC Arbaâ (10e - 17 pts) et le MC Oran (11e - 15 pts), vainqueurs respectivement devant le NA Hussein Dey (3-1) et NC Magra (2-1), ont réalisé une bonne opération en quittant la zone de relégation, désormais occupée par leurs adversaires du jour. Pour sa part, l'ASO Chlef a dominé la lanterne rouge, le WA Tlemcen (4-0), et remonte au 12e rang occupé conjointement avec le NAHD et l'O Médéa. Cette 15e journée a été amputée du «Clasico» entre la JS Kabylie et la MC Alger, en raison de la participation des Canaris à la Coupe de la Confédération africaine (CAF).

RÉSULTATS ET CLASSEMENT :

USB- OM----------2-1
ASO -WAT----------4-0
USMA- PAC----------2-1
MCO-NCM----------2-1
HBCL-CSC----------1-1
CRB- RCR----------2-0
RCA- NAHD----------3-1
JSS-ESS----------1-1
JSK- MCA----------(reporté)

	Pts	J
1). CR Belouizdad	33	15
2). JS Saoura	28	15
3). MC Alger	27	14
—).ES Sétif	27	15
5). CS Constantine	25	14
—). US Biskra	25	15
7). Paradou AC	24	13
—). JS Kabylie	24	13
9). USM Alger	23	14
10). RC Arbaâ	17	15
11). MC Oran	15	15
12). NA Husseïn Dey	14	15
—). O. Médéa	14	15
—). ASO Chlef	14	15
15). RC Relizane	13	14
—). NC Magra	13	15
—). HB Chelghoum-Laïd	13	15
18). WA Tlemcen	6	15

Coupe de la CAF/JSK- Royal Leopards

Les Canaris à 90' de la qualification

LA JS KABYLIE est à 90' de la qualification à la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine, en affrontant aujourd'hui la formation d'Eswatini, Royal Leopards, pour le compte de la manche retour des 16es de finale bis au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou à partir de 18h. S'étant inclinés sur le score de (1/0), les Canaris se doivent de l'emporter au moins par deux buts à zéro, pour espérer rejoindre la phase des poules. Il faut savoir que le match a été décalé de 24 heures, sur demande de l'adversaire qui a eu toutes les peines du monde à effectuer les procédures administratives pour l'entrée sur le territoire national. Pour revenir au match, la JSK reste confiante et les joueurs sont déterminés à arracher le billet qualificatif pour le prochain tour, surtout que l'équipe est revenue en force en championnat et a réussi à décrocher des résultats probants. Toutefois, les Kabyles doivent faire très attention à cet adversaire qui viendra défendre l'acquis du match aller et fera tout pour garder cette avance d'un but. **M. M.**

Equipe nationale de football

Riad Mahrez rassure les fans

■ Sans doute quelque peu touché par les critiques qui ont visé l'équipe nationale mais beaucoup plus sa personne, après le rendement insuffisant lors de cette CAN 2022, le capitaine des Verts et attaquant de Manchester City, a tenu à adresser un message au public à travers les réseaux sociaux.

Par Mahfoud M.

Il a, ainsi, promis de revenir, lui et ses coéquipiers, «*plus forts*» après cette décevante élimination au tournoi africain, estimant que les Verts visent désormais une qualification pour la Coupe du monde 2022 afin de «rendre le peuple fier».

«*Cette compétition* (la CAN-2021, ndlr) *nous aura servi de rappel, et on reviendra plus forts de cela, soyez-en sûrs. On rendra le peuple fier encore dans les matchs importants qui arrivent pour pouvoir aller à la Coupe du monde inchallah*», a tweeté la capitaine de la sélection nationale sur son compte officiel. L'EN (tenante du titre), faut-il le rappeler, avait été éliminée dès la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des nations qui se déroule au Cameroun, en terminant à la dernière place du groupe E avec un seul point récolté face à la Sierra Leone (0-0), contre deux défaites face respectivement à la Guinée équatoriale (1-0) et la Côte d'Ivoire (3-1). «*Salam à tous, j'ai attendu quelques jours avant de poster sur les réseaux, mais je pense que c'est important que vous ayez notre ressenti par rapport à cette grosse désillusion et notre déception. On ne va pas se chercher d'excuses malgré les conditions : on a tout simplement pas été au niveau, moi le premier*», a-t-il écrit, ajoutant : «*Quand tout se passait bien, que nous gagnions et qu'on était en haut, tout le monde était derrière nous et encore beaucoup de nos frères, fans, compatriotes sont derrière nous aujourd'hui... Mais je lis beaucoup de message négatifs, et ça montre encore une fois que le foot va très vite dans les deux sens*». «*Merci à tous ceux qui nous soutiennent dans les bons comme dans les moments difficiles. Tahia Djazair forever*», a-t-il conclu. C'est dire que Mahrez est avide de revanche et souhaite emmener les Verts à une qualification à la phase finale du Mondial du Qatar 2022. **M. M.**

Mahrez avide de revanche

Ph. > D. R.

CAN 2021 (8es de finale)

Le Maroc et le Sénégal qualifiés in extremis

Le Maroc s'est qualifié pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), après sa victoire face au Malawi sur le score de 2 buts à 1 (mi-temps 1-1), mardi soir au stade Ahmadou-Ahidjo à Yaoundé, en huitièmes de finale. Ce fut une qualification difficile pour les Lions de l'Atlas, sachant qu'ils étaient menés au score et n'ont dû leur salut qu'après le sursaut d'orgueil des joueurs en seconde mi-temps. L'équipe du Malawi a ouvert le score dès la 7e minute par Gabadinho Mhango, alors que Youssef En-Nesyri (45+2e) et Achraf Hakimi (70e) ont marqué les deux buts du Maroc. En quart de finale, le Maroc retrouvera le vainqueur du huitième de finale qui devait opposer, hier soir, l'Egypte à la Côte d'Ivoire.

De son côté, le Sénégal, à onze contre neuf, a dominé le Cap-Vert et s'est qualifié pour les quarts de finale de la CAN. Grâce à des buts de Sadio Mané et de Bamba Dieng, le Sénégal a fini par vaincre le Cap-Vert (2-0) mardi, en huitièmes de finale de la CAN. Il affrontera en quarts le Mali ou la Guinée équatoriale.

Sadio Mané a donné des nouvelles rassurantes

Quelques heures après son impressionnant choc tête contre tête avec le gardien du Cap-Vert, Vozinha, lors de la qualification du Sénégal en quarts de finale de la CAN, Sadio Mané a donné de ses nouvelles sur son compte Instagram. Sadio Mané a été victime d'un impressionnant choc à la tête. À la suite d'un très long dégagement d'Édouard Mendy, Vozinha, le gardien cap-verdien, est venu percuter de la tête le joueur de Liverpool, arrivé le premier sur le ballon devant l'entrée de la surface. Les deux joueurs en sont ressortis complètement K.-O. Mané a dû céder sa place quelques minutes plus tard, après avoir inscrit le premier but du match. Quelques heures après le coup de sifflet final, le capitaine des Lions de la Teranga a tenu à rassurer tout le monde sur son compte Instagram, avec une photo prise sur son lit d'hôpital aux côtés de Vozinha, qui a lui aussi retrouvé ses esprits : «*Hamdoulilah, tout va bien, merci à tous pour vos messages*». Plus de peur que de mal pour le Reds. **M. M.**

Cross-country

Le Challenge national «Abdou-Seghouani» maintenu pour samedi

LE CHALLENGE National de Cross-country «Abdou-Seghouani» a été maintenu pour le samedi 29 janvier à Alger, afin de «*donner la chance aux différents athlètes de se qualifier aux prochains Championnats arabes de la discipline, prévus le 22 février à Bahreïn*», a-t-on appris, mardi, de la Ligue algéroise d'athlétisme (LAA). «*Le Challenge national de Cross-country Abdou-Seghouani a été maintenu pour le samedi 29 janvier au terrain de golf de Dély-Ibrahim, après avoir reçu une autorisation émanant du ministère de la Jeunesse et des Sports* (MJS) *ainsi que la Fédération algérienne d'athlétisme* (FAA)». Dans une instruction adressée jeudi dernier aux membres du gouvernement, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a insisté sur la nécessité de «*veiller à l'interdiction d'organisation de tous types de rassemblement dans leurs administrations, que ce soit au niveau central ou local, et ce, à titre de mesure préventive qu'il importe de respecter*». Suite à cette instruction, le MJS a décidé mardi de reporter, jusqu'à nouvel ordre, tous les rassemblements et manifestations juvéniles ainsi que toutes les compétitions sportives qui attirent un grand nombre de supporters.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Accidents de la route

36 morts et 1 160 blessés en une semaine

TRENTE-SIX personnes ont trouvé la mort et 1 160 autres ont été blessées dans 997 accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays au cours de la période du 16 au 22 janvier, ont indiqué, hier, les services de la Protection civile, dans un bilan hebdomadaire. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Relizane avec 7 personnes décédées et 19 autres blessées dans 18 accidents de la circulation, précise la même source. Les secours de la Protection civile ont procédé, au cours de la même période, à l'extinction de 414 incendies urbains, industriels et autres. Au titre des activités de lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 382 opérations de sensibilisation à travers 58 wilayas, pour rappeler aux citoyens la nécessité du port du masque et des règles de la distanciation physique et 149 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés et les zones d'habitation.

Safy T.

Pêche

Une délégation ministérielle à Chlef pour s'enquérir des préoccupations des professionnels

UNE DÉLÉGATION du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques effectue, depuis hier, une visite de travail à Chlef pour s'enquérir des préoccupations des professionnels et évaluer la mise en œuvre du plan du secteur dans la wilaya, indique un communiqué du ministère. Selon la même source, «*le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a chargé trois cadres de l'administration centrale d'effectuer des visites de terrain dans la wilaya de Chlef mercredi 26 et jeudi 27 janvier 2022, pour s'enquérir de l'état d'avancement du plan d'action du secteur, et relever les préoccupations des professionnels au niveau des ports de pêche*», notamment les pêcheurs, les fournisseurs d'équipements nautiques et les investisseurs en aquaculture.

La visite permettra également d'examiner la possibilité de développer de nouveaux projets dans le domaine de l'aquaculture dans cette wilaya, conclut la même source.

Maya H.

Université des sciences et technologie d'Oran

Vers l'ouverture d'un laboratoire de dépistage du Covid-19

L'UNIVERSITÉ des sciences et technologie d'Oran (USTO) «Mohamed-Boudiaf» ouvrira un laboratoire d'analyses PCR pour le dépistage du Covid-19, au profit de la communauté universitaire, a-t-on appris de la vice-rectrice de cet établissement, Mme Naima Miroufel. Il s'agit d'un laboratoire avec une capacité de 100 tests par jour. «*Il sera un acquis supplémentaire pour la wilaya d'Oran, permettant de renforcer le dépistage au sein de la communauté universitaire, enseignants et étudiants*», a déclaré Mme Miroufel. Ce laboratoire d'analyses ouvrira ses portes dès son homologation par l'Institut Pasteur d'Alger et sera rattaché au Laboratoire de recherche en génétique moléculaire et cellulaire de l'USTO, que préside le Pr Naima Miroufel elle-même. «*Le projet de ce laboratoire d'analyse a été financé par la Direction générale de la recherche scientifique et de la technologie*», a expliqué la même responsable, ajoutant que des appels d'offres pour l'acquisition des équipements et les consommables nécessaires ont été lancés dès le mois de juillet 2020. «*A cause de la crise sanitaire, le monde entier tourne au ralenti. Ce n'est qu'à la fin 2021 que nous avons réussi à finaliser le projet sur le plan logistique, pour lancer les démarches de l'homologation auprès de l'Institut Pasteur*», a-t-elle ajouté.

T. H.

Tribunal de Sidi M'hamed

Le procès de l'affaire du Groupe «Benamor» reporté au 2 février

■ *Le report de ce procès intervient à la demande des accusés en raison de l'absence du collectif de défense.*

Par Slim O.

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé, hier, de reporter au 2 février prochain, le procès des accusés dans l'affaire du Groupe agroalimentaire «Benamor». Le report de ce procès intervient à la demande des accusés en raison de l'absence du collectif de défense. Sont poursuivis dans cette affaire, les propriétaires du Groupe ainsi qu'une vingtaine d'accusés, dont les anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, pour dilapidation de deniers publics, blanchiment d'argent, obtention d'indus privilèges et exploitation illégale de terres agricoles.

S. O.

Football / Ligue 1 algérienne (16e journée)

Le match CSC - JSK décalé de 24 heures

LE DÉCALAGE du match JS Kabylie - Royal Léopards de mercredi à jeudi, dans le cadre du deuxième tour préliminaire additionnel (retour) de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), a eu des répercussions directes sur la programmation de certaines rencontres de Ligue 1, ayant dû être décalées à leur tour de 24 heures, a annoncé, mardi soir, la Ligue de football professionnel (LFP). Il s'agit du match CS Constantine - JS Kabylie, initialement prévu le 29 janvier courant pour le compte de la 16e journée de Ligue 1, et qui a dû être décalé de 24 heures, pour se dérouler finalement le 30 janvier. D'autre part, les matchs en retard de la 7e journée, en l'occurrence : Paradou AC - CS Constantine et USM Alger - JS Kabylie, qui devaient se dérouler le mercredi 2 février prochain, ont été décalés de 24 heures et se joueront le jeudi. La 17e journée de Ligue 1, a été étalée sur deux jours : le samedi 5 février, et le lundi 7 février prochains. «*Les matchs USB-NAHD, JSS-RCA, CRB-WAT, MCO-MCA, RCR-NCM, HBCL-OM se dérouleront le samedi 5, alors que les duels JSK-PAC, ASO-CSC et USMA-ESS auront lieu le lundi 7*», a détaillé la LFP dans un bref communiqué. De son côté, le match en retard de la huitième journée, entre le RC Relizane - Paradou AC aura lieu le 11 février, alors que le choc «*JSK-MCA, comptant pour la 15e journée, sera reprogrammé après le match de coupe de la Confédération, entre la JSK et les Royal Léopards*», a encore annoncé la LFP.

Racim S.

Médias/Décès

Décès du journaliste de radio Tarek Ait Seddik

LE JOURNALISTE à la Radio algérienne, Tarek Ait Seddik, est décédé mardi à l'âge de 61 ans, des suites d'une infection au coronavirus (Covid-19), a-t-on appris auprès de ses proches. Le regretté Ait Seddik a été journaliste à la Radio algérienne pendant plusieurs années, avant d'occuper le poste de rédacteur en chef du service Multimédia dans la même institution médiatique, où il était connu pour son dévouement, sa discipline et sa rigueur au travail. Le défunt a été inhumé hier au cimetière Ben Omar à Kouba (Alger).

H. N.

Djanet

Entrée en service d'une importante laiterie

UNE NOUVELLE laiterie est entrée en production dans la wilaya de Djanet, en vue de satisfaire la demande sur ce produit et ses dérivés dans cette région frontalière, a-t-on appris, hier, des responsables du projet. Montée dans le cadre de l'investissement privé au niveau de la zone d'activités «Tadjentourt», cette laiterie, d'une capacité de production de 7 500 litres/jour de lait en sachet, a généré trente emplois. S'exprimant lors de l'inauguration de cette unité, le wali de Djanet, Benabdallah Chaïb-Eddour, a mis en valeur la réalisation de pareilles unités appelées à couvrir les besoins du marché local en ce produit alimentaire de première nécessité, avant d'appeler à la concrétisation d'autres d'investissements productifs pour booster le développement local et générer de la richesse et des emplois dans la région. Les autorités locales s'emploient, par souci d'appuyer ce type de projets, à accompagner sur le terrain les jeunes promoteurs et porteurs de projets, à travers la délimitation et l'aménagement de petites zones d'activités réunissant les conditions nécessaires à la création de nouvelles entités économiques. Elles s'attellent aussi à accorder toutes les facilités disponibles aux promoteurs et aplanir les contraintes rencontrées en vue de consolider les opportunités d'investissement chez les jeunes et les encourager à s'impliquer dans le monde de l'entrepreneuriat.

O. N.